DIAL 2858

BRÉSIL - Bilan du gouvernement Lula

mercredi 1er février 2006, mis en ligne par Dial

Beaucoup de ceux qui ont soutenu le gouvernement Lula connaissent un réel désenchantement, non seulement en raison des scandales de corruption qui ont affecté soit des ministres soit le Parti des travailleurs, mais aussi et surtout à cause des orientations jugées trop néolibérales de sa politique économique. Y a-t-il ou non une réelle rupture avec la politique menée par les gouvernements antérieurs ? Quels sont les points forts et les points faibles des orientations du gouvernement Lula ? Nous proposons deux points de vue à ce sujet. Tout d'abord la présentation suffisamment vaste de Luiz Soares Dulci, ministre-chef du Secrétariat général de la République du Brésil. Ce texte donne donc directement le point de vue du gouvernement. Il est paru en septembre dans la revue canadienne Alternatives *à la date du 22 décembre 2005.*

Nous présentons ensuite deux points de vue critiques sur cette politique. Tout d'abord, une réponse directe au texte antérieur rédigée à notre intention par Plinio de Arruda Sampaio, un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT), qu'il a quitté en 2005. Plinio Sampaio a coordonné le travail pour l'élaboration d'un plan de réforme agraire et dirige actuellement l'agence de presse Correio da Cidadania. *Nous ajoutons, en encadré, la position de Chico Whitaker, un des fondateurs et leaders du Forum social mondial (extrait d'un article paru dans* Foi et développement*, décembre 2005 - Centre international Lebret-IRFED, 49 rue de la Glacière - 75013 Paris).*

I - Le point de vue du ministre Luiz Soares Dulci

L'élection du président Lula a soulevé de grandes espérances et correspondait à un profond désir de transformation. Lula a promis un changement de cap pour le pays, un nouveau projet national de développement, basé sur huit idées-force, huit engagements majeurs de son programme. Le bilan de ce qui a été réalisé à ce jour, après trois ans au pouvoir, peut et doit être dressé à la lumière de ces engagements.

Croissance économique

Le premier engagement était de remettre le pays sur la voie de la croissance économique, après presque de dix ans de stagnation, au cours desquels le Brésil a connu une croissance médiocre, voire nulle. Ce marasme prolongé a fait naître le sentiment que le pays faisait du sur-place et que, sur le plan social, il marchait même à reculons. La croissance associée à la stabilité, telle est notre stratégie économique, surmontant la néfaste dichotomie qui a prévalu au Brésil au cours des vingt dernières années, et que l'on peut résumer par : croissance sans stabilité ou stabilité sans croissance. Durant la plus grande partie des deux mandats de l'ancien président, Fernando Henrique Cardoso, c'est la stabilité sans croissance qui a dominé, la croissance étant sacrifiée à une conception rigide et paralysante de la stabilité, qui a fait perdre à notre pays toute opportunité de croissance. L'opposition et une partie de la presse brésilienne répètent que le président Lula a poursuivi la politique économique du gouvernement précédent, mais cela ne reflète pas la réalité. Il y a des similitudes dans la politique monétaire, de rigoureux combat contre l'inflation, qui utilise, forcément, le principal instrument disponible, les taux d'intérêt. Mais la ressemblance s'arrête là. L'austérité fiscale du gouvernement Lula est plus forte et plus sincère, le

populisme des taux de change de Cardoso a été relégué aux oubliettes. Toutefois, le plus important est de prendre en compte l'ensemble de la politique économique, surtout les politiques innovatrices de crédit populaire et d'investissement productif, pratiquement inexistantes sous Cardoso.

En 2004, l'économie brésilienne a connu une croissance de 5%, ce qui n'aurait simplement pas pu se produire si notre politique économique avait été en tous points la même que celle de Fernando Henrique, si nous nous étions bornés à la prudence monétaire et à la rigueur fiscale. A côté des mesures destinées à réduire l'inflation, le président Lula a pris diverses initiatives pour donner un nouvel élan à la croissance de l'économie. Il a véritablement dopé le crédit à la consommation populaire, principalement grâce à ce que l'on appelle le « crédit consigné », qui a canalisé vers l'économie plus de 20 milliards de réais (8 milliards de dollars). Il a multiplié par trois le financement de l'agriculture familiale, qui touche 2 millions de foyers et injecte dans l'économie plus de 8 milliards de reais (3 milliards de dollars). Les programmes de transfert de revenu, dont le fer de lance est le programme Faim Zéro et qui s'adressent aux familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, ont touché près de 9 millions de ménages. En 2005, le ministère du développement social aura alloué 17 milliards de reals (7,5 milliards de dollars) à des programmes destinés aux populations défavorisées, contribuant activement à dynamiser le marché interne, en particulier les secteurs de l'alimentation, du vêtement et des articles de première nécessité. De la même manière, Lula a augmenté - et de beaucoup - le crédit aux PME, par le biais de la BNDES - banque publique d'aide au développement - et de la Banco do Brasil. Il a en même temps fortement détaxé les exportations. Cette année, la croissance atteindra au moins 3% et ce sur une base de départ plus élevée que l'année précédente. L'inflation, qui se situait à 12,53% en 2002, est descendue à 7,6% en 2004 et doit passer en dessous des 6% cette année. Le déficit nominal par rapport au PIB a diminué de 5%, en 2002, pour atteindre 2,1%. Nous sommes également en train de mettre en place une série mesures législatives et institutionnelles, destinées à permettre une expansion des investissements, publics et privés. Le Parlement a déjà approuvé les « Partenariats public-privé » (PPP). Une nouvelle loi sur les faillites a également été approuvée, ainsi qu'un ensemble de mesures en faveur du marché immobilier et du secteur des BTP (en particulier pour le logement populaire). Ces mesures sont de nature à assurer de fait une croissance soutenue. L'économiste Celso Furtado avait calculé qu'il faut au pays un taux d'investissement d'au moins 22% par rapport au PIB, pour garantir un cycle historique constant de croissance. Aujourd'hui, nous avons déjà atteint 20%, au dessus des 18,3% de 2002.

Politique sociale

Le second engagement est la croissance conjuguée à la création d'emplois en masse, et qui est graduellement mise en œuvre. Après la perte de 700 000 postes de travail en 98/99, c'est une moyenne de 650 000 emplois qui ont été créés chaque année. Sous le mandat du président Lula, en moins de trois ans ce sont 3,5 millions d'emplois déclarés qui ont été créés. Rien qu'en 2004, on en a compté 1,5 million. Il faut ajouter à cela, l'impact sur les emplois informels et l'agriculture familiale. Certains calculs indiquent que pour 1 million d'emplois formels, on en crée 300 000 dans l'économie souterraine. Dans les six villes les plus grandes, le taux de chômage a baissé de 12,8%, en juillet 2003, à 9,4%, en juillet 2005. Le troisième engagement : que tout cela soit allié à un partage des richesses effectif, parce que le Brésil a déjà connu, au cours du XXe siècle, des périodes de forte croissance économique, sans partage. Il y a eu expansion de la richesse, mais aucune amélioration de son partage. Le Brésil se situe parmi les quinze premiers PIB du monde, mais il reste à l'avant-dernier rang pour le partage des richesses. Il est derrière la Bolivie, le Paraguay et presque tous les pays d'Afrique, même les plus pauvres. Un partage effectif des richesses est donc nécessaire.

La stratégie du gouvernement Lula est axée sur les politiques suivantes : transfert direct de revenu vers les familles les plus pauvres, celles vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ces transferts sont coordonnés par le ministère du développement social et du combat contre la faim (MDS), spécialement créé sous l'actuel mandat. L'évolution des moyens qui lui sont alloués montre une augmentation de 195% par rapport à 2002. Il y a eu une augmentation réelle du salaire minimum et, encore plus significatif, un début de revalorisation permanente, négocié entre les diverses parties sociales. Le salaire minimum est extrêmement important au Brésil, où des millions de personnes n'en perçoivent qu'un, alors que près de la moitié de la force de travail gagne moins que l'équivalent de trois salaires minimum. Pour les travailleurs

recevant un salaire moyen, nous avons réduit l'impôt sur le revenu. Pour les fonctionnaires, nous avons mis en place une politique de revalorisation, surtout pour les plus bas salaires, qui a entraîné des augmentations substantielles. Et l'on peut y ajouter que les progrès réalisés dans la création d'emplois et la croissance soutenue de l'économie ont renforcé les positions des syndicats, qui, de fait, ont obtenu à la plupart des tables de négociations collectives, des augmentations de salaire au-dessus de l'inflation.

Lutter pour l'équité

La concentration de revenus et de richesses a des racines historiques et dans la vie sociale on perçoit toujours la présence de mécanismes qui vont à contre-courant de la politique du gouvernement. Les élites économiques parlent beaucoup de partage des richesses, mais n'acceptent aucune mesure de nature distributive. Il faut aller plus loin sur ce point. Il y a tout de même des avancées significatives. L'Enquête nationale par échantillon de ménages (PNAD), publiée fin novembre 2005 par l'IGBE [1], montre que lors de la deuxième année du gouvernement Lula, le pays a connu une réduction importante des inégalités de revenu entre salariés, avec l'augmentation du nombre d'emplois déclarés. Pour la première fois depuis 1997 le revenu du salarié a cessé de baisser. La part de revenu des 50% les plus pauvres a augmenté entre 2002 et 2004 : elle est passé de 14,4% du revenu total à 15,2% et l'indice de Gini [2] de 0,563 (2002) à 0,547 (2004). Le quatrième point : croissance avec une large inclusion sociale, qui octroie les droits de bases de la citoyenneté. Pour ces 48 millions de personnes qui, au Brésil, vivent en dessous du seuil de pauvreté, nous avons adopté une politique de revenu minimum, la Bourse Famille, sur fonds publics, dans le cadre de ce que nous appelons le programme Faim Zéro, lancé par le président Lula. Sur ces 48 millions de personnes, 6,5 millions de ménages, soit près de 28 millions de personnes, étaient inscrites au programme, à la fin 2004. Nous devons, cette année, atteindre les 8,7 millions de ménages, ce qui représente 38 millions de personnes. Il s'agit d'un transfert de 65 reais mensuels, en moyenne, par ménage. Sont éligibles les foyers disposant d'un revenu par tête inférieur à 100 reais et dont les enfants fréquentent l'école avec assiduité, et comparaissent aux campagnes de vaccination du gouvernement fédéral. C'est un transfert modeste, mais il permet au moins à ces personnes de ne pas mourir de faim. Avant la fin de notre mandat, 11,2 millions de foyers, 48 millions de personnes, soit l'ensemble des Brésiliens vivant en dessous du seuil de pauvreté, recevront du Gouvernement Fédéral ce revenu minimum, qui assure au moins leur droit à l'alimentation. C'est pour cette raison, que ce volet est considéré comme le fer de lance du programme Faim Zéro, qui rassemble 30 autres programmes d'inclusion sociale. Le succès du Faim Zéro, et, en particulier, de la Bourse Famille, constitue un réel atout pour le gouvernement Lula. Il ne s'agit pas d'une aide aux pauvres sur des bases populistes. Combattre la pauvreté extrême n'est pas du populisme, mais une obligation pour le gouvernement.

La participation de la société civile

Cinquième point : faire tout cela en élargissant la participation populaire à l'élaboration et à l'exécution des politiques publiques. Le président Lula a été élu avec un fort soutien de la société civile brésilienne, du mouvement syndical, des organisations non gouvernementales, des Eglises de base, du mouvement des Indiens, des mouvements féministes, du mouvement de lutte contre le racisme, de combat contre la discrimination sexuelle et écologistes entre autres. Nous avons tiré tout le parti de l'expérience acquise dans la gestion de villes comme Porto Alegre, Belo Horizonte, São Paulo et autres, et d'Etats comme celui du Rio Grande do Sul, où nous avons mis en place de nouvelles formes de participation populaire à l'élaboration, l'exécution et au contrôle des politiques publiques. Depuis l'investiture du président Lula, ce sont plus d'un million de Brésiliens et de Brésiliennes qui ont participé directement à des conférences sectorielles ou générales en vue de l'élaboration de politiques publiques. On citera par exemple, la 1ère Conférence nationale des villes, qui a réuni lors de conférences municipales et au niveau des Etats, près de 350 000 personnes, la 1ère Conférence nationale de politiques de promotion de l'égalité raciale, avec 90 000 participants et celle des Politiques en faveur des femmes, qui en a rassemblé 120 000. Le président Lula, qui fait souvent appel aux images du football, dit la chose suivante : « Pour un gouvernement comme le nôtre, la société civile ne peut pas rester sur les gradins, parce que les élites conservatrices elles, ne restent pas dans les tribunes, elles participent au match, sur le terrain. » Il faut que les mouvements populaires, de la société civile, prennent directement part au jeu, eux aussi, pour créer un rapport de forces favorable à la transformation. Nous ne prétendons évidemment pas remplacer

la politique représentative par la politique directe, mais nous souhaitons créer une nouvelle dialectique entre ces deux dimensions. Les forces économiques, sociales et politiques qui défendent le statu quo, qui défendent le maintien de l'ordre injuste, disposent d'un puissant pouvoir de pression sur l'Etat. Si nous ne libérons pas de nouvelles énergies sociales pour établir un rapport de forces plus favorable aux changements, il sera très difficile d'assurer les transformations. Il y a aussi l'engagement de réhabiliter le rôle républicain de l'Etat, qui après plusieurs gouvernements néolibéraux, était atrophié, vidé. Les banques publiques, et en particulier la Banco do Brasil, la Caixa Econômica Federal et la Banque nationale de développement économique et social, avaient été virtuellement privatisées et avaient perdu leur caractère de banques d'aide au développement pour intervenir selon la même logique que les banques privées.

Il faut rappeler que l'ensemble de la gauche représente seulement 20% du Parlement. Et que 80% de la Chambre des députés n'est pas de gauche. Si l'on additionne tous les partis qui ont appuyé la campagne du président Lula, ceux-ci représentent au maximum 35% du Parlement. Pour assurer la gouvernabilité politico-parlementaire nous devons conclure des alliances avec des partis qui n'ont pas le même programme que nous. Si la société civile ne se mobilise pas et ne fait pas pression de son côté, démocratiquement, les institutions de la démocratie représentative, un gouvernement élu avec des attentes énormes de changement peut se retrouver bloqué par une majorité de centre-droit au Parlement. Nous vivons aujourd'hui cette contradiction d'une manière intense.

Contre la corruption

Le sixième engagement est de réaliser les cinq points précédents en menant un combat systématique contre la corruption et en augmentant la transparence de l'Etat brésilien et de l'administration publique brésilienne. Tel est peut-être le principal défi qui se pose actuellement à notre gouvernement. Jamais comme aujourd'hui le Brésil n'a vu autant de gens importants et puissants sous les verrous, accusés de corruption et de fraude contre les coffres publics : chefs d'entreprises, juges, commissaires de police, hommes politiques, policiers et hauts fonctionnaires qui depuis des années et parfois des décennies, agissaient impunément. Cela peut même donner la fausse impression que la corruption a augmenté, alors qu'en fait, ce qui a augmenté, et fortement, c'est le combat contre la corruption et, par conséquent, le nombre d'arrestations et d'interventions de la police fédérale, que l'on voit presque au quotidien à la télévision ou dans les journaux.

Depuis le début de notre mandat, plus de 1 000 personnes ont été arrêtées, accusées de corruption. Il est aussi du devoir du gouvernement d'aller au-devant de la corruption, en créant des mécanismes de contrôle destinés à l'éviter. C'est pour cette raison, que dès son arrivée au pouvoir, le président Lula a donné aux services du contrôleur général de l'Union le statut de ministère, qui, sous la houlette du ministre Waldir Pires, a déjà réalisé plus de 7 500 audits dans des organismes fédéraux et a fait ce qui ne l'avait jamais été dans ce pays : contrôler l'utilisation des fonds fédéraux alloués aux municipalités pour empêcher la corruption. Et le résultat a été surprenant : sur les 700 villes déjà auditées, nombreuses sont celles qui commettent de graves irrégularités de détournement de fonds et dont le dossier a été transmis au Parquet. Nous avons également créé le portail de la transparence qui permet à tout citoyen ou citoyenne de disposer, à tout moment, sur Internet, de renseignements importants concernant sa ville comme, par exemple, le montant des fonds fédéraux destinés à l'éducation qui y ont été alloués, ou pour le logement et la santé, combien de personnes et qui perçoit la Bourse Famille. Si vous souhaitez en savoir plus sur ces sujets, il suffit d'entrer sur le site Internet. Vous n'avez même pas besoin de mot de passe.

Les récentes accusations de corruption qui pèsent sur des organes du gouvernement fédéral et des parlementaires font l'objet d'enquêtes menées parallèlement par trois Commissions d'enquête parlementaires.

Récupérer notre souveraineté nationale

Enfin, et huitième point, réaliser tout cela en retrouvant la souveraineté nationale, qui avait été en partie compromise par la posture internationale des deux gouvernements néo-libéraux précédents. Il s'agissait non seulement de récupérer notre souveraineté, mais également d'apporter une contribution plus créative

à la lutte en faveur d'un nouvel ordre économique et politique mondial. Nous pensons que ceux qu'on appelle les pays en voie de développement ne doivent pas simplement recevoir des aides compensatoires de la part des pays riches. L'aide est bienvenue, elle est utile, la solidarité est bienvenue, mais ce qu'il nous faut vraiment, ce sont des chances de développement, analogues à celles que les actuels pays riches ont connues par le passé. Cela concerne plutôt les questions d'accès aux marchés, de combat contre le protectionnisme, de nouvelles règles commerciales et de changements des politiques des organismes économiques multilatéraux, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce. Dans la pratique, nous avons proposé le G 20, réunissant des pays tels que l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et l'Argentine, qui représentent plus de 60% de la population de la planète, pour négocier de manière coordonnée dans le cade de l'Organisation mondiale du commerce, car, de manière isolée, aucun de nos pays n'a les moyens d'établir des rapports moins inégaux avec le G-8. Notre objectif n'est pas de créer un bloc de pouvoir alternatif, mais plutôt de débloquer les négociations commerciales, si fortement marquées par l'inégalité. Dans cette même optique, nous avons créé le G-3, Brésil, Inde et Afrique du Sud, nous avons remis à flots le Mercosur [3] et nous avons proposé de nouvelles formes de financement pour combattre la pauvreté et la faim dans le monde, aux côtés de la France, de l'Espagne, du Chili, de l'Allemagne et de l'Algérie. Nous travaillons au renforcement du multilatéralisme. L'ONU doit être renforcée et on ne saurait y maintenir la même structure de pouvoir depuis 1946. Il suffit de rappeler qu'à cette époque l'Inde n'existait pas en tant que pays. Ce n'est pas là un problème idéologique, le système de pouvoir est tout simplement dépassé.

Conclusion

La prochaine année

Les sondages d'opinion donnent le président Lula comme un des favoris aux prochaines élections, pour obtenir démocratiquement un second mandat aux élections d'octobre 2006. Pour aller de l'avant, il nous faut relever, avec courage et détermination, les défis suivants : d'abord, faire en sorte que notre croissance reste soutenue, de fait, sur plusieurs années. Ensuite, assurer la gouvernabilité politique, dans le respect de la moralité, avec des négociations entre partis, mais dans un cadre éthique approuvé et soutenu par la société brésilienne. Et enfin, approfondir cette politique internationale en faveur du développement.

Alternatives

II - La réponse de Plinio de Arruda Sampaio

**Des chiffres utilisés hors contexte permettent au ministre
de faire un panégyrique plus qu'un bilan.
Les options gouvernementales sont désastreuses.**

Le gouvernement brésilien est engagé dans une offensive publicitaire. Son objectif est de surmonter la désillusion que son bilan a causé à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Au Forum social mondial, à Caracas, le pavillon brésilien était le plus grand. Une profusion de publications multicolores proclamaient les grandes réussites des trois dernières années. Ministres et intellectuels liés au gouvernement ont reçu la tâche d'écrire des articles laudatifs. C'est réellement déplorable que le ministre Luiz Dulci ait été obligé de faire de son article plutôt un panégyrique qu'un bilan. Il ne s'agit pas de mensonges. Il s'agit de chiffres détachés de leurs contextes. Il faut manifester ces contextes pour comprendre la vraie signification des chiffres.

D'abord, l'économie.

Le taux de croissance de l'économie mentionné par Dulci n'est pas faux. Effectivement la production brute brésilienne a eu une croissance de 5% durant l'année 2004. Une année choisie par le ministre du fait qu'il s'agit d'une année atypique – une année bénéficiaire dans les échanges avec les économies chinoise et nord-américaine. Mais déjà en 2005, le taux tombe à 2,5%. Cette année, l'économie d'Amérique latine et des Caraïbes et les économies de l'Argentine, du Chili et du Venezuela ont présenté des taux de croissance de 4,3%, 8,6%, 6%, et 9% respectivement.

Si l'on considère les trois années du gouvernement Lula, la croissance moyenne se réduit à 2,6% - un taux insuffisant pour faire face aux graves problèmes de la population.

La cause de cette médiocre performance est la politique économique adoptée par le gouvernement. Il n'a pas changé l'orientation des gouvernements Collor (1990-1993) et Cardoso (1995-2002). En réalité, Lula n'a fait qu'approfondir cette politique, en augmentant les taux d'intérêts.

La situation de semi-stagnation de l'économie brésilienne interdit de donner une solution au grave problème du chômage : 27% de la population économiquement active est au chômage et/ou sous-employée. Face à une telle situation, les chiffres relatifs à la création d'emplois montrent seulement l'insuffisance de la politique économique du gouvernement.

Les chiffres concernant la politique sociale ont été, eux aussi, présentés hors de leur contexte. Par exemple : après l'an 2000, l'emploi formel a augmenté lentement, à cause du changement de la politique des changes inaugurée par le président Cardoso. Cela veut dire que la petite augmentation lors des trois dernières années n'est pas le résultat des politiques de Lula, mais de la croissance des exportations vers la Chine et les Etats-Unis. En tout cas, l'augmentation est absolument insuffisante pour absorber la population qui chaque année devrait entrer sur le marché du travail et pour résorber l'énorme stock de chômeurs et sous-employés.

L'article du ministre fait allusion aussi aux augmentations des prestations sociales destinées aux plus pauvres. C'est vrai. Elles ont augmenté, mais dans la même orientation néolibérale que celle du gouvernement Cardoso. C'est une politique « focalisée », qui n'a pour but que d'atténuer la souffrance des plus pauvres sans leur apporter des éléments indispensables à leur promotion sociale. Au commencement de son gouvernement, Lula a fait un effort pour associer l'aide sociale aux programmes de transformation structurelle, comme celui de la réforme agraire. Mais il n'a pas eu la volonté politique nécessaire pour vaincre les résistances des secteurs réactionnaires qui, comme toujours, s'opposent à n'importe quel changement du statu quo. Le Plan de réforme agraire (II PNRA), élaboré par une équipe d'experts du PT, en étroite collaboration avec les mouvements paysans, a proposé d'en faire bénéficier 1 million de familles sans terre. Ce chiffre a été réduit de moitié. Cette mutilation a transformé un plan de réforme structurelle en un programme d'aide sociale (Il faut dire que même ce programme réduit n'a pas été accompli).

Un autre exemple des nombreux arguments fallacieux qui peuplent l'article du ministre Dulci est l'utilisation du PNAD (Enquête nationale par échantillon de ménages) pour démontrer la réduction de l'inégalité sociale. Le lecteur n'est pas averti que l'enquête se rapporte uniquement aux revenus du travail, ce que veut dire qu'elle mesure seulement 36% de la totalité des revenus (en 1990, cette part du travail était de 45,4% du PIB).

Si l'on tient compte que la part du travail dans le total du revenu national n'a pas changé ces dernières années, la petite réduction de l'inégalité signalée par le ministre est due seulement à la prolétarisation des classes moyennes – et non pas à la réduction de la richesse des plus riches. Au contraire, la distance entre ceux-ci et les plus pauvres n'a fait qu'augmenter.

Un seul exemple suffit pour démontrer cela : en 2005, du total des 143 milliards de reais d'intérêts payés aux titulaires de certificats de la dette interne du gouvernement fédéral, 100 milliards (70% du total), ont été payés à seulement 20 000 familles - les plus riches du pays. Cette somme représente un versement quotidien de 1 053,74 euros à chaque membre de ces familles. En contraste, le programme Bourse Famille, selon les données fournis par le texte même de Luiz Dulci, va distribuer 65 reais mensuels (en moyenne) à chacune des 8,7 millions de familles bénéficiaires, soit 0,19 euros par personne.

Ces chiffres permettent de situer dans une perspective correcte la politique sociale du gouvernement Lula : un gouvernement élu par ceux qui voulaient des transformations profondes de la structure sociale du pays le plus inégal du monde, mais qui n'a pas été capable de changer la politique néolibérale de son prédécesseur.

La question réellement pertinente n'est pas de nier les choses bonnes que le gouvernement a faites. Quel gouvernement, sous l'effet de la vitesse acquise par l'administration publique, ne peut pas présenter à la fin de chaque année, au moins quelques listes de réalisations ? Là n'est pas la question. Le point qui intéresse ici est tout autre : qu'a-t-il été fait de la promesse de transformation structurelle attendue pendant 25 années ?

Les militants, les activistes sociaux, les paysans, les communautés ecclésiales de base qui, pendant 25 ans, ont donné son aval à Lula et au PT, sont aujourd'hui bouleversés, contraints de se taire devant les personnes qui leur ont toujours fait confiance. Bien sûr, Lula ne réprime pas policièrement les mouvements populaires. Mais qu'elle est la différence s'il les immobilise, les dissout et les divise ?

Pour avoir une idée de la gravité de cette situation, on doit tenir compte que c'est seulement depuis 1980, avec l'arrivée du PT au premier rang des partis brésiliens, que la discussion politique au Brésil s'est polarisée entre les dominants et le peuple. Cela veut dire que la démission du PT de sa position centrale dans cette dispute, a jeté par terre une conquête politique qui a demandé 500 années de luttes populaires ! Le scandale c'est qu'un peuple entre dans le XXIe siècle sans les conditions requises pour surmonter le sous-développement, la dépendance extérieure et la domination de la population par une classe parasitaire.

Tragédie est le mot exact pour définir la situation politique au Brésil. Les tragédies, on le sait, commencent avec un péché qui déclenche une séquence des faits incontrôlables. Le péché de Lula et du PT a été de choisir le chemin facile de la victoire électorale au détriment du chemin difficile de la révolution socialiste. Tout ce qui a suivi n'est qu'une conséquence de cette option désastreuse.

Correio da Cidadania

III - Le point de vue de Chico Whitaker

L'échec d'un projet de changement

Peut-on parler d'échec de Lula en tant que président de la République ? Certainement pas. Son gouvernement a été meilleur que les gouvernements qui l'ont précédé, en particulier concernant les politiques d'urgence qui ont com-pensé la mauvaise distribution des revenus. A l'extérieur du pays, il est parvenu, à travers les négociations internationales, à faire en sorte que soit pris en compte, de manière plus forte, le problème de la faim et de la pauvreté. Il a aussi soutenu l'intégration des pays du tiers monde et de ceux de l'Amérique latine face au pouvoir hégémonique nord-américain. S'il parvient à se maintenir à son poste, il pourra même se faire réélire – comme l'y autorise la Constitution – pour un nouveau mandat de quatre ans.

Cela étant, on peut parler d'échec d'un projet de changement - dont Lula d'ailleurs n'était pas seul porteur. Les alliances qu'il avait conclues pour accéder à la présidence ne s'étaient pas toutes faites avec des partis engagés sur le même projet. Une fois élu, il a dû élargir encore plus ces alliances pour s'assurer une majorité au Parlement. Il a ensuite maintenu dans des postes clefs de la politique économique des hommes venant du gouvernement précédent. Il s'est trouvé alors emprisonné des deux côtés.

Le règlement de la dette aux capitaux brésiliens ou étrangers est devenu une priorité absolue, passant nettement avant le paiement d'une autre dette qu'on appelle au Brésil la « dette sociale », celle de la société envers les majorités pauvres. Des mesures qui auraient eu une répercussion certaine dans le dépassement des inégalités, comme par exemple la réforme agraire, n'ont pas reçu une attention suffisante, de même que d'autres politiques créatrices d'emploi. Une modeste croissance économique a

satisfait Lula et son gouvernement, sans qu'ils prennent en compte le fait que, dans le capitalisme, croissance ne signifie pas développement. Au contraire, la croissance seule concentre toujours plus de richesses.

Le marché intérieur, dont l'extension traduit une redistribution des revenus, a été complètement oublié. Tous les efforts des entreprises et du gouvernement se sont tournés vers une production économique d'exportation – avec même des atteintes à l'environnement, par exemple dans la production du soja transgénique. Lula n'a pas profité de son capital politique pour revoir le système dégressif des impôts qui privilégie les riches, ni pour proposer une réforme politique améliorant le système représentatif et la participation des citoyens, ni pour introduire dans la machine administrative des changements nécessaires. Et, pour compléter ce tableau peu enthousiasmant, lui et le Parti des travailleurs ont assuré une totale continuité, sans aucune contrainte, aux vieilles distorsions de la démocratie brésilienne – dont celles qui ont mené à la crise actuelle. Il n'est pas étrange donc que les privilégiés du Brésil, qui ne voulaient absolument pas l'élection de Lula, soient tous à présent absolument décidés à le maintenir comme président.

Foi et développement

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2858.
– Traduction Dial.
– Source (francais et portugais) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Institut brésilien de géographie et statistique.

[2] Mesure de l'inégalité dans la répartition des revenus.

[3] Marché commun du Sud.